

# BAROMETRE DES TPE

Le Baromètre de conjoncture des Très Petites Entreprises

1<sup>er</sup> trimestre - 2011 - N° 41

Enquête trimestrielle  
réalisée par l'IFOP  
pour FIDUCIAL

Ce baromètre rend compte de l'enquête conduite par l'IFOP pour le compte de FIDUCIAL et réalisée par téléphone du 25 janvier au 7 février 2011 auprès d'un échantillon représentatif de 1 007 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés.

## GRANDES LIGNES

### Embaucher en 2011, un acte héroïque

Embaucher, surtout pour une TPE, est une décision grave, qui n'exige pas seulement une bonne dose d'inconscience, mais aussi une aptitude au don de soi, une certaine idée du bien commun. Et pour couronner le tout, il ne faut ni s'en vanter, ni en attendre le moindre remerciement. À la lecture de ces propos, d'aucuns crieront à l'exagération tant il est admis que derrière chaque patron se cache un spoliateur. Cette attitude les rassurera peut-être, mais ne changera pas les faits.

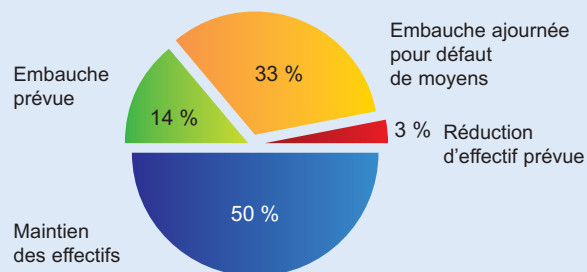
En embauchant, le patron d'une TPE prend deux risques qui peuvent lui faire tout perdre : ne pas avoir suffisamment d'activité pour en couvrir le coût et se tromper sur la personne recrutée. Quand le dirigeant d'une TPE employant un salarié décide d'en engager un second, son effectif augmente de 50 % et son chiffre d'affaires doit progresser d'au moins un tiers s'il veut conserver la même marge bénéficiaire. Pour une entreprise de dix salariés, l'embauche d'une personne supplémentaire nécessite une croissance de 7 à 8 points. Ces progressions d'activité sont à comparer à la croissance française, qui oscille depuis dix ans entre 0 et 3 %. C'est dire la confiance qu'il faut pour espérer réaliser des performances entre 2 et 20 fois celles de notre pays.

Pour sélectionner leurs employés, les TPE n'ont pas les moyens et les outils des grandes entreprises, qui pourtant se trompent. Or, les conséquences d'une erreur sont plus dramatiques pour une petite unité, car au-delà de l'aspect financier, un mauvais choix peut aussi mettre en péril l'équilibre humain de la petite structure. Les TPE éprouvent de réelles difficultés à recruter des personnes qualifiées, que la hausse du chômage n'a nullement résolues.

Embaucher, c'est aussi supporter des coûts élevés dont l'entreprise ne tire aucun profit direct. Elle verse un

premier salaire à son employé (le net) et l'équivalent d'un second aux organismes sociaux et à l'État (les cotisations). Plus le premier est élevé, plus le second l'est également. Avec le mécanisme de réduction de charges dégressif, le second augmente même proportionnellement plus vite que le premier sur les bas salaires, de quoi plonger les TPE dans un cercle vicieux. Les dirigeants ne pressentent en outre aucune amélioration, redoutant plutôt une hausse des cotisations sociales dans les années à venir.

### Évolution prévisionnelle des effectifs des TPE pour 2011



Base : 100 % = 1 007 TPE

Sans même prétexter la réglementation du travail (il y aurait pourtant tellement à dire), plus de 800 000 TPE renonceraient à embaucher au motif qu'elles n'en ont pas les moyens financiers. Cette situation ne peut laisser le gouvernement silencieux et inactif. Si seulement la moitié concrétisait leur souhait, notre pays s'en porterait mieux. Les déficits budgétaires ne se combent pas par une hausse des impôts, mais par une augmentation de la masse des contributeurs. Un chômeur coûte, un salarié rapporte.

Cessons de voir dans les aides à l'embauche d'énormes niches sociales ou fiscales culpabilisantes. Soutenons ceux qui acceptent de prendre le risque d'embaucher. Et en prime, remercions-les.

### Les principales caractéristiques des TPE françaises (0 à 19 salariés)

**Poids économique** : 27 % de la richesse produite par toutes les entreprises françaises

**Nombre** : 2 800 000 (hors auto-entrepreneurs) - 67 % sans effectif salarié,

- 17 % de 1 à 2 salariés,

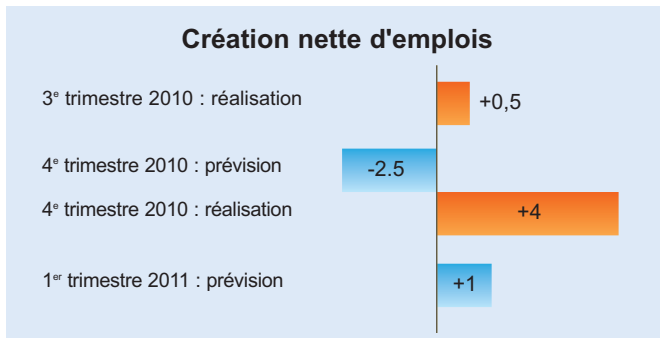
- 13 % de 3 à 9 salariés

**Emplois** : 6 800 000 (dont 4 400 000 salariés), soit 38 % des emplois du secteur concurrentiel

# EMPLOI : RÉVEIL DURABLE OU SURSAUT PASSAGER ?

## La bonne surprise du 4<sup>e</sup> trimestre

Il faut revenir en 2002 pour retrouver un 4<sup>e</sup> trimestre aussi prolifique en création d'emplois. Le résultat obtenu est d'autant plus surprenant que les prévisions au mois d'octobre dernier étaient alarmistes et qu'aucun facteur apparent n'est venu depuis justifier ce sursaut : moral en berne, croissance molle, situation financière tendue. Seules les entreprises de plus de 9 salariés semblent avoir tiré leur épingle du jeu, grâce à une croissance déclarée de près de 4 % au 4<sup>e</sup> trimestre, pendant que les TPE sans salarié enregistraient une croissance négative (-1,7 %).



Base ensemble des TPE : 100 % = 1 007 TPE

Les embauches s'établissent à un niveau standard pour un 4<sup>e</sup> trimestre (11 % des TPE). Ce n'est pas le cas en ce qui concerne le nombre moyen de personnes recrutées par ces dernières, qui atteint 2,2 salariés, un score jamais mesuré depuis la création du baromètre des TPE. Ces embauches portent en outre principalement sur des créations pures de postes, et ne pallient pas uniquement des remplacements. La relative faiblesse des suppressions de postes (4 %) explique aussi le bon résultat de la fin de l'année 2010. Enfin, il y a longtemps que les TPE n'avaient pas créé plus de postes en CDI qu'elles n'en avaient supprimés.

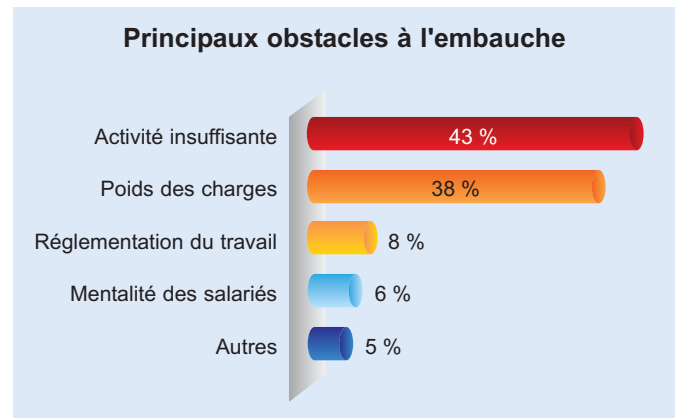
## Des prévisions 2011 revues à la hausse...

14 % des TPE envisagent d'augmenter leur effectif en 2011. C'est beaucoup mieux que les prévisions formulées en octobre 2010 (9 %). Les TPE employeurs ont rehaussé légèrement leurs hypothèses d'embauches (+13 % contre +11 % trois mois plus tôt) tandis que les entreprises sans salarié ont réajusté fortement leurs ambitions (+14 % contre 8 %). Dans le même temps, les entreprises projetant de réduire leur effectif sont demeurées stables (8 % des TPE employeurs).

Les embauches envisagées concernent majoritairement des postes de production (63 %) mais aussi de commercial/développement (39 %). Les fonctions comptabilité/secrétariat ferment la marche avec 25 %, signe tout de même qu'un patron de TPE sur 4 entend se donner les moyens de se consacrer à des tâches plus créatrices de valeurs. Les chefs d'entreprise recherchent bien évidemment des compétences commerciales (55 %) scientifiques ou techniques (51 %), mais aussi des compétences en termes d'organisation et de coordination (56 %) ou de créativité (45 %).

## ... mais un gisement d'emplois inexploité.

Plus de 800 000 TPE auraient renoncé à embaucher, faute d'en avoir les moyens. Une activité insuffisante entrave les projets, tout comme le poids des charges sociales et fiscales. À ce titre, il est regrettable que le gouvernement n'ait pas prolongé la mesure d'exonération totale des charges sociales pour les nouvelles embauches réalisées par les TPE.



Base TPE ayant prévu de maintenir leur effectif en 2011 : 100 % = 793 TPE

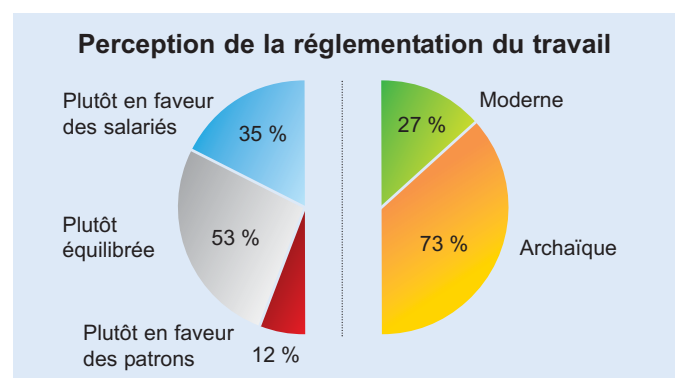
Une réduction des charges sur les salaires est plébiscitée par 70 % des entreprises ayant ajourné une embauche et 26 % souhaitent plutôt un crédit d'impôt par emploi créé. Si les patrons de TPE demandent une action sur les charges, ils ne veulent pas toucher aux salaires. 83 % sont opposés à la suppression du SMIC.

## Petite rétrospective quinquennale

57 % des patrons de TPE ont le sentiment qu'il est plus difficile d'embaucher aujourd'hui qu'il y a cinq ans, 35 % considérant que la situation n'a pas changé. 8 % déclarent avoir augmenté leur effectif et 15 % l'avoir réduit.

Les premiers expliquent l'augmentation de leur effectif par la forte croissance de leur entreprise (50 %), la diversification de leur activité (30 %), le besoin de compétences spécifiques (23 %) ou le souhait de se décharger des tâches administratives et de support (22 %). Pour 21 %, c'était aussi pour augmenter leur résultat.

Les seconds justifient la diminution de leur effectif par la baisse du chiffre d'affaires (51 %), le poids des charges sur les salaires (32 %), la recherche de la tranquillité (25 %). Les contraintes imposées par la réglementation du travail en ont aussi découragé 13 %.

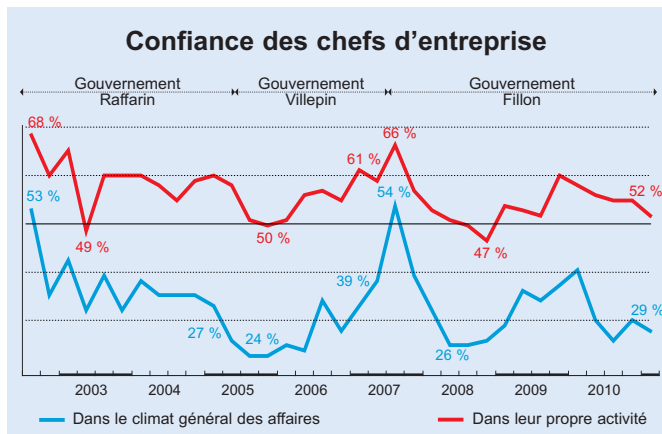


Base ensemble des TPE : 100 % = 1 007 TPE

# LES BANQUES S'EN SORTENT BIEN !

## Situation financière tendue, mais stabilisée

La faible confiance des patrons de TPE dans le climat général des affaires en France (en baisse de 2 points, avec 71 % de pessimistes) plombe leur moral et leur optimisme dans leur propre activité. Les dirigeants d'entreprise de plus de neuf salariés ou du bâtiment perçoivent la situation plus sereinement que la moyenne tandis que les entrepreneurs sans salarié ou du secteur des services aux particuliers broient du noir.

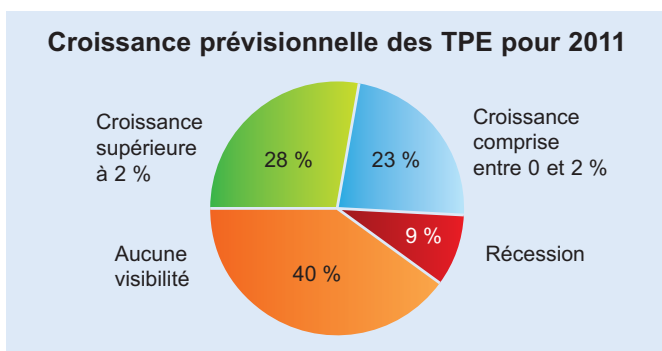


Base ensemble des TPE : 100 % = 1 007 TPE

On relève le même clivage en ce qui concerne l'appréciation de leur situation financière. Quand l'indicateur de situation financière des entreprises de plus de neuf salariés (pourcentage des TPE ayant constaté une amélioration de leur situation financière par différence au pourcentage de celles ayant enregistré une dégradation) atteint +9 (une première positive depuis longtemps), l'indicateur trimestriel moyen des TPE se stabilise pour le 3<sup>e</sup> trimestre consécutif à -18. La forte détérioration mesurée fin 2008 - début 2009 est toutefois enrayée, bien que la situation financière d'un tiers des TPE demeure tendue.

## Un manque de visibilité

21 % des patrons de TPE ont réalisé la performance de dégager en 2010 une croissance de leur activité supérieure à 5 %. Un peu moins (17 %) a enregistré une croissance entre 2 et 5 %, un niveau tout de même supérieur à la croissance du PIB de la France. Un gros tiers (35 %) a observé une croissance molle entre 0 et 2 %. Malheureusement, 27 % des TPE ont subi une récession.



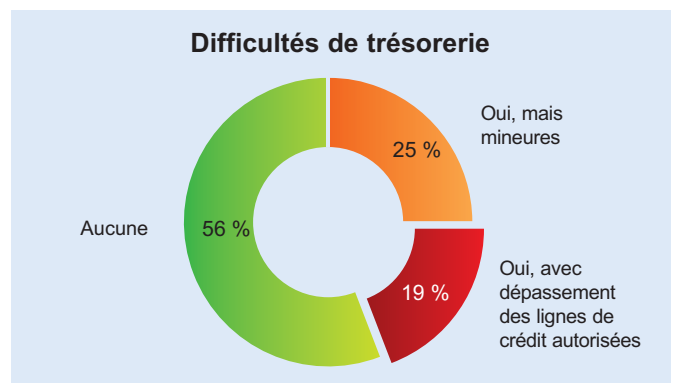
Base ensemble des TPE : 100 % = 1 007 TPE

Pour 2011, les prévisions semblent plus optimistes, bien que 40 % des chefs d'entreprise refusent de s'exprimer en raison d'un manque de visibilité nocif à l'activité.

À plus court terme (soit à trois mois), les patrons de TPE tablent sur une croissance moyenne de +0,4 %.

## Des TPE fidèles à leur(s) banque(s)

L'indicateur de trésorerie suit la même tendance que l'indicateur de situation financière. Au cours de l'année écoulée, 44% des entreprises ont connu des difficultés de trésorerie, qu'elles ont pour la plupart (57 %) surmontées grâce aux lignes de crédit antérieurement autorisées. D'ailleurs, 6 % seulement d'entre-elles ont eu recours à la médiation du crédit et 5 % à Oséo. Un tiers s'est également tourné vers son expert-comptable pour la recherche de solutions.

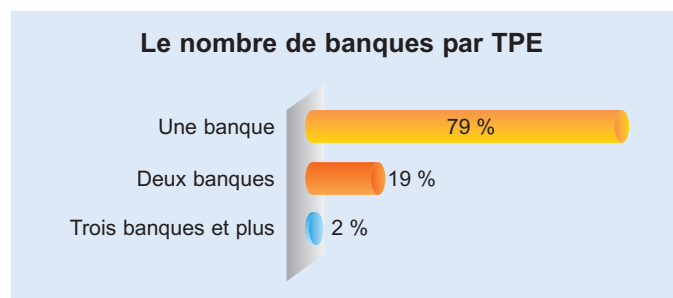


Base ensemble des TPE : 100 % = 1 007 TPE

85 % des TPE confrontées à des difficultés de trésorerie ont trouvé un banquier attentif et à leur écoute, même si dans la moitié des cas il ne proposait pas de solutions ! 15 % tout de même déplorent une rupture du dialogue de la part de leur banque.

La moitié des TPE a eu recours à au moins une ligne de crédit en 2010. Le découvert est l'outil le plus utilisé (par 40 % des TPE), loin devant le crédit à court terme amortissable (11 %). La mobilisation de créances (6 %) et l'affacturage (3 %), deux techniques peu adaptées aux TPE, ne font guère recette.

14 % des TPE utilisatrices de crédits de trésorerie ont rencontré des difficultés au moment de leur renégociation en 2010, ce qui s'est traduit dans un peu moins d'un cas sur deux par une réduction de l'enveloppe. Une TPE sur 10 s'est vu reconduire ses lignes de crédit contre une augmentation du taux. Mais au final, les trois quarts n'ont eu aucun problème de reconduction.



Base ensemble des TPE : 100 % = 1 007 TPE

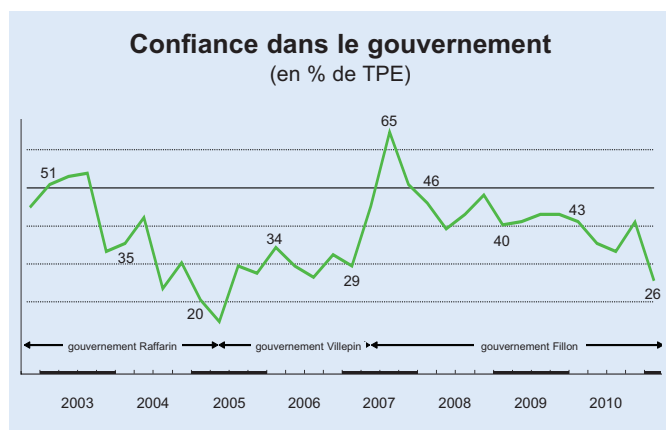
En 2010, seulement 11 % des TPE ont consulté une autre banque que la leur. 6 % ont contracté avec une nouvelle banque et 4 % ont rompu toute relation avec leur banque ou l'une d'elles. C'est ce qu'on peut appeler de la fidélité.

# LES PATRONS DE TPE NE CROIENT PLUS EN LA POLITIQUE

Pour la grande majorité des patrons de TPE, les femmes et les hommes politiques ne sont plus pour l'instant en mesure de transformer la société française, ni d'en lever les blocages (respectivement 62 % et 66 %). Le sentiment d'impuissance est encore plus marqué lorsqu'on évoque le redressement rapide de l'économie française (75 %) ou des finances de l'État (81 %).

## Crise de confiance vis-à-vis du gouvernement

Le gouvernement Fillon ne résiste pas à ce désaveu de la politique. Sa cote de confiance chute de 15 points en un trimestre pour s'établir à son plus bas, c'est-à-dire à 26 % d'opinion positive. Cette crise de confiance touche également les sympathisants UMP, puisqu'ils ne sont plus que 49 % à le soutenir. Par ailleurs, de nombreux patrons de TPE (58 %) doutent que Nicolas Sarkozy, malgré un volontarisme affiché, engagera réellement des réformes profondes en cette année préélectorale.



Base ensemble des TPE : 100 % = 1 007 TPE

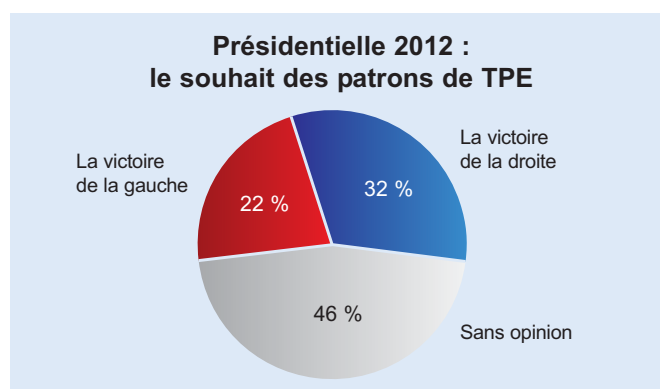
Les chefs d'entreprise n'imaginent pas une amélioration du chômage en 2011, 62 % redoutant une nouvelle dégradation et 31 % misant sur une stagnation. En ce qui concerne l'inflation, si 45 % d'entre eux pronostiquent une inflation modérée entre 1 et 3 % en 2011, une majorité (52 %) augure une évolution des prix supérieure à 3 %.

En dépit de ce contexte peu favorable et des perturbations sur les marchés financiers causées par la dérive des dettes publiques de certains États, les patrons de TPE maintiennent leur confiance dans l'euro. À peine

3 sur 10 pensent que la zone euro éclatera ou que des pays renonceront à l'euro pour revenir à leur monnaie nationale et seulement 26 % prônent un retour au franc.

## Un intérêt cependant marqué pour la présidentielle

Cette crise de confiance dans le politique tranche avec l'intérêt porté par les patrons de TPE pour la prochaine élection présidentielle, 62 % se déclarant intéressés par l'actualité faite autour de ce sujet. Sans préciser si cette attention particulière se limite uniquement à l'agitation théâtrale qui anime déjà cet événement quinquennal.



Base ensemble des TPE : 100 % = 1 007 TPE

Parmi les candidats potentiels de droite au premier tour de l'élection, les patrons de TPE voteraient plus pour François Fillon (44 %) que pour Nicolas Sarkozy (35 %), Marine Le Pen (21 %) ou Dominique de Villepin (20 %). Pourtant, la cote de Nicolas Sarkozy remonte, car les chefs d'entreprise sont 49 % à penser qu'il sera réélu s'il se représente en 2012, soit 20 points de plus qu'au mois d'octobre dernier.

Parmi les candidats du centre, Jean-Louis Borloo (26 %) devance Nicolas Hulot (17 %), François Bayrou (15 %) et Eva Joly (12 %). À gauche, Dominique Strauss-Kahn est le candidat du parti socialiste que les patrons de TPE souhaitent voir concourir. Le président du FMI recueille 48 % des suffrages, loin devant Martine Aubry (20 %) et François Hollande (19 %).

Cependant, 63 % des chefs d'entreprise préféreraient, aux femmes et aux hommes politiques, un candidat issu de la société civile pour redresser l'économie française et les finances de l'État.



FIDUCIAL

Retrouvez les résultats complets du Baromètre des TPE / FIDUCIAL-Ifop sur le site [www.fiducial.fr](http://www.fiducial.fr)  
Pour nous contacter : [contact.barometre@fiducial.fr](mailto:contact.barometre@fiducial.fr)

Siège social : 41, rue du Capitaine Guynemer - 92925 LA DÉFENSE CEDEX - Tél. 01 47 78 13 36 - [www.fiducial.fr](http://www.fiducial.fr)

FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International (17<sup>ème</sup> cabinet mondial et 7<sup>ème</sup> cabinet européen d'expertise comptable). En Europe, FIDUCIAL emploie 6 400 personnes au service de ses 200 000 clients pour un chiffre d'affaires de 646 millions d'euros.

Fort d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).